



## **pour la reouverture immediate des accueils avec un systeme de jauge !**

La DDFIP de Seine-Saint-Denis a fait le choix, dans le cadre de l'épidémie, de laisser une (grande) latitude aux chefs de service d'organiser les accueils comme ils l'entendaient, tant que les usagers sans rendez-vous ne rentrent pas dans les halls des CFP Impôts.

Et nous constatons une disparité de traitement hallucinante d'un CFP à l'autre : d'un côté des trésoreries municipales laissant librement les usagers accéder à leurs guichets pour qu'ils puissent payer leurs dettes.

De l'autre, des responsables de CFP qui tentent par tous les moyens d'empêcher les contribuables d'accéder à nos services et qui pour certains refusent carrément les paiements des usagers, même ceux ayant pris rendez-vous (Pantin, Noisy-Le-Sec, et Saint-Ouen pour ne pas les nommer).

Et entre ces deux extrêmes, nous avons toutes les nuances : certaines trésoreries acceptent uniquement sur rendez-vous, à charge pour les guichetiers et/ou les caissiers de faire les vigiles à l'entrée sans aucune sécurité pour les agents concernés ! D'autres SIP se sont débrouillés pour entrouvrir les grilles et faire un accueil de premier niveau sans laisser rentrer les usagers.

Résultat, des habitants perdus, qui appellent n'importe où afin d'avoir des réponses à leurs questions, qui font le tour des sites pour trouver un endroit où payer leurs impôts. Et on notera le cynisme actuel du gouvernement sur le sujet : il est clair qu'aller payer chez un buraliste est beaucoup moins dangereux que dans un hall de CFP 10 fois plus grand !

On voit la logique : renvoyer les agents chez eux au nom de l'épidémie, vider les services, basculer les paiements sur le privé qui a récupéré le marché public (on paye ses dettes sur le logiciel de la Française des Jeux chez le buraliste, entreprise privatisée l'année dernière !) et nous transformer en centre d'appel.

Le déploiement du télétravail de masse à l'heure actuelle a permis d'accélérer la disparition des agents des services pour mieux préparer leur fermeture définitive au public ! Si le gouvernement avait voulu lutter contre l'épidémie, nous aurions tous eu des PC portables lors du premier confinement avec les fameux masques qu'on nous a distribué avec 3 mois de retard !

Et nous voyons la logique des ordinateurs portables qu'on nous distribue à l'heure actuelle : ceux-ci seront désormais utilisés pour remplacer les ordinateurs fixes sur nos bureaux ! Certaines DDFIP utilisent déjà ce déploiement pour organiser des espaces de co-working hors des services, et préparent le terrain pour nous transformer en gestionnaire de centre d'appels, tout en fermant les services de pleine compétence dont nous dépendons !

La CGT Finances Publiques 93 refuse que l'épidémie soit utilisée pour liquider le service public : nous revendiquons l'ouverture de tous les CFP avec une jauge comme cela a été effectué l'été dernier ! Nous revendiquons des vigiles en nombre suffisant dans tous les cfp, dont les trésoreries, pour pouvoir recevoir les usagers dans des conditions sanitaires acceptables ! Les agents n'ont pas à être mis en danger dans les accueils en gérant les ouvertures ! Il est hors de question d'accepter une nouvelle campagne d'impôts sur les revenus sans que les usagers puissent bénéficier d'un service public !

**Sur ces revendications, nous appellerons à la grève et à se rassembler devant la DDFIP 93 le jeudi 8 avril !**